



**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
*Liberté - Egalité - Fraternité*

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
N° 2017 – 03**

*Séance du 1<sup>er</sup> février 2017*

Secrétaire de séance : <b>PERRIER Thierry</b>	Convocation : <b>25 janvier 2017</b>
Nombre de membres en exercice : <b>29</b>	Nombre de membres présents ou représentés : <b>25</b>

**Etaient présents :**

MEISSONNIER Jean-Luc, SOULIER Alain, PERRIER Thierry, BASSO Béatrice, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, MONIN Séverine, CONTENSEAU Carole, SUAY Régine, MARTY Philippe, DESTAILLATS Aline, RIBEIRO David, AMALVY Marie-Thérèse, RODENAS François, MAZOLLIER Elisabeth, JODAR Mélissa, DUCAMP Ludovic, DE LA CLERGERIE Jean-Luc, SIMAR Morgan, ARMAND Aurélie, FOUREL Sylvain, RAMORA Anna.

**Pouvoirs de :**

DURIX Olivier pour MEISSONNIER Jean-Luc, VANGREVELYNGHE Patricia pour BASSO Béatrice, MARTINEZ Mickaël pour PERRIER Thierry.

**Absents :**

LANDAIS Evelyne, HAREL Raymond, VIDAL Stéphane, PEETERS Fabien.

**N° 2017 – 03 : CRÉATION DE POSTES DANS LE CADRE DU DISPOSITIF DES  
CONTRATS AIDÉS**

Monsieur Alain SOULIER, Adjoint au Maire délégué aux finances, administration et commémorations informe que le service des moyens généraux souffre d'un manque d'effectif pour pouvoir rendre un service convenable.

Afin de répondre à ce besoin avec la perspective d'aider un demandeur d'emploi à s'insérer dans le monde du travail, il est proposé au Conseil Municipal la création de 4 contrats dans le cadre du dispositif des contrats aidés :

- 3 pour 30 heures hebdomadaires chacun
- 1 pour 20 heures hebdomadaires

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé de Monsieur Alain SOULIER et après en avoir délibéré à l'unanimité, **ACCEPTE** la création de 4 postes dans le cadre du dispositif des contrats aidés.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an ci-dessus,  
Pour extrait conforme, le 2 février 2017.

Le Maire,



Jean-Luc MEISSONNIER

*Acte rendu exécutoire*

Après dépôt en Préfecture le	
Et publication ou notification le	

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier, 2 mois à compter de la plus récente des deux dates ci-dessus mentionnées. Acte publié au registre des actes administratifs de la commune.  
Mairie de Baillargues – Place du 14 Juillet – 34670 Baillargues